

Fil d'actu du RAEMH

Novembre 2022



01 Tendances migratoires	1
02 Gestion des frontières	2
03 Dans les pays de « destination »	3
04 Contexte socio-politique - faits marquants	5
05 L'actualité du RAEMH ce mois-ci	6



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances migratoires

Canaries : sauvetage fin novembre de 3 hommes qui avaient [voyagé pendant 11 jours sur le gouvernail d'un bateau pétrolier](#) depuis Lagos, Nigeria. Ils ont été expulsés vers leur pays.

Manche : Les traversées en bateau pneumatique ne font qu'augmenter. Les trafiquants [multiplient les techniques](#) pour échapper aux contrôles, utilisant notamment les "taxi-boats", dont le principe est de récupérer, alors qu'ils sont déjà en mer, des passagers qui les atteignent à la nage, partant du principe que selon le droit maritime, les policiers ne peuvent pas interpellier les bateaux déjà en mer. On constate aussi une augmentation des zodiacs de grande capacité (jusqu'à 100 personnes), ce qui pose problème aux opérations de sauvetages : les bateaux des sauveteurs, non équipés pour les sauvetages de masse, ne peuvent accueillir qu'une quarantaine de personnes.

Soudan/ Egypte : les [départs de citoyens soudanais vers l'Egypte](#) se multiplient. Selon l'OIM, en 2022, des dizaines de milliers de Soudanais, toutes classes sociales confondues, seraient partis, venant s'ajouter aux 4 millions de Soudanais vivant déjà en Egypte. Une convention signée en 2004 entre les 2 pays garantit la libre circulation des citoyens et leur donne le droit de travailler et de posséder des terres ou des entreprises sans restriction.

Libye : [réouverture de la route entre l'Est libyen et l'Italie du sud](#), principalement empruntée par des personnes originaires d'Egypte, du Bangladesh et de Syrie (alors que la route ouest est plus utilisée par les ressortissants d'Afrique subsaharienne). La relative stabilité dans l'est du pays et l'assouplissement des conditions d'entrée permet à certaines personnes de s'y installer temporairement avant un départ vers l'Europe.

02 Gestion des frontières

Coopération internationale & gouvernance

France/Royaume-Uni: [nouvel accord](#) pour limiter les départs depuis les côtes françaises, via un renforcement des contrôles depuis la France (financé par le Royaume Uni). [La logique sécuritaire de cet accord est dénoncée](#) par les associations (dont le Secours Catholique).

UE: [L'Italie, Malte, Chypre et la Grèce critiquent, dans une lettre commune](#), le manque de respect des accords pris par les États membres de l'UE et pointent la question des relocalisations ainsi que la nécessité de plus contrôler les ONG qui réalisent les sauvetages. L'Espagne se dissocie de la démarche en déclarant qu'elle « ne peut soutenir des propositions qui favoriseraient les pays qui ne respectent pas leurs obligations en termes de droit maritime international ».

Pour sa part, suite aux tensions suscitées avec le débarquement de l'Océan Viking en France (*voir plus bas*), la [Commission Européenne a lancé un nouveau plan d'action](#) en 20 mesures visant à réguler la route de Méditerranée centrale. Ce plan vise notamment à relancer les mécanismes de solidarité entre pays européens, mais aussi renforcer la coopération avec les pays de passage, comme l'Égypte, la Libye ou la Tunisie et les pays d'origine pour faciliter les retours. Le

Plan fait également référence à la coordination avec les ONG de sauvetage en mer.

Grèce/Égypte: [L'Égypte et la Grèce ont signé deux accords bilatéraux](#), l'un visant à améliorer la coopération dans les missions de recherche et de sauvetage, et l'autre portant sur la venue de travailleurs saisonniers en Grèce.

UE/Tunisie: Lors d'une conférence régionale sur la coopération transfrontalière entre la Libye et les pays du Sahel, le [ministre des affaires étrangères tunisien](#) a demandé à l'UE de développer une nouvelle vision de la migration via le Sahel basée sur la solidarité et le développement équitable, et de dépasser une vision strictement sécuritaire. La conférence s'est achevée par la signature d'une déclaration commune dans laquelle les représentants du Burkina Faso, du Tchad, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie et du Niger expriment leur ferme conviction de "l'importance d'une approche régionale pour renforcer la gestion et la sécurité des frontières" et le "désir de voir l'UE et la communauté internationale soutenir les efforts communs pour stimuler la coopération transfrontalière entre la Libye et la région du Sahel."

Surveillance & contrôle

Melilla: toujours suite aux événements tragiques du 24 juin dernier à Melilla et à la diffusion récente du documentaire de la BBC (*voir Fil d'actualité OCTOBRE 2022*), [neuf partis politiques ont demandé au Parlement espagnol](#)

[la constitution d'une commission d'enquête](#) pour faire toute la lumière sur les faits et notamment sur la présumée non-assistance à personnes en danger de mort au moment des faits.

Disparitions & sauvetages

Italie/France: Début novembre, après des jours de blocage, les bateaux Geo Barents et Humanity 1 ont, finalement reçu l'autorisation de débarquer les derniers naufragés retenus à leurs bords, dans le port de Catane. Initialement, [seuls les enfants et les personnes malades](#) de ces 2 bateaux avaient été autorisés à débarquer. En revanche, l'Océan Viking, chargé de 234 rescapés, a dû [faire cap vers la France](#) suite au

refus catégorique de l'Italie de l'accueillir en son port. Avec la mise en place d'un système exceptionnel de détention, sous forme de « zone d'attente », le [système proposé par la France a été très critiqué](#) par le secteur associatif. Les autorités françaises ont également alerté sur le [manque d'interprètes](#), ce qui porte un sérieux préjudice aux candidats à l'asile. [Plus de la moitié des personnes rescapées se sont finalement](#)

[vues opposer un refus à leur demande d'asile](#) en France et sont [destinées à être expulsées](#). Parmi les 66 personnes restantes, certaines seront relocalisées vers les onze pays européens (dont l'Allemagne, la Finlande ou le Portugal) qui s'étaient portés volontaires pour les accueillir après leur débarquement en France. Parmi les 44 rescapés mineurs [26 ont pris la fuite](#) malgré leur prise en charge par les services compétents. Le dénouement de cette situation a suscité de fortes tensions diplomatique entre Rome et Paris, aboutissant à un nouveau plan d'action européen (voir plus haut). Côté français, on a constaté un [renforcement des contrôles à la frontière italienne](#) visant à empêcher les arrivées vers la France.

Tunisie : Plus d'un mois après le naufrage d'une embarcation au large de Zarzis, faute de soutien

suffisant de la part des autorités tunisiennes, les [parents de migrants tunisiens disparus ont ouvert plusieurs tombes](#) dans un cimetière dédié aux migrants, pour tenter d'identifier par eux-mêmes les corps de leurs proches.

Manche : une [enquête sur le naufrage survenu en Novembre 2021](#) –le plus grave sur cette route à ce jour, 27 victimes mortelles – révèle un sérieux manque de coordination entre les services de secours français et britanniques : alors que les migrants ont appelé à l'aide à de nombreuses reprises, les secours français ont attendu qu'ils passent dans les eaux anglaises. Aucun moyen de sauvetage ne leur avait finalement été envoyé. Les secours se justifient par le fait que les demandant d'aide dépassent largement les moyens disponibles pour répondre et soulignent les difficultés à prioriser les appels à l'aide.

Enfermement



[Rapport de l'organisation PICUM](#) réunissant des témoignages de personnes enfermées en Europe.

Expulsions

Maroc : [plus de 500 personnes déplacées](#) par les autorités, depuis les environs de Ceuta vers le sud du pays. Ces personnes étaient suspectées de préparer une traversée par la frontière de Ceuta.

Espagne : suite à l'expulsion de 55 enfants depuis Ceuta vers le Maroc en août 2021, l'ancienne déléguée du gouvernement, Salvadora Mateos, et la vice-présidente de l'exécutif local, Mabel Deu seront [poursuivies pour crime présumé de prévarication](#) (manquement à leurs devoirs en tant que fonctionnaires). Leur ai reproché de ne pas avoir tenu compte de la procédure administrative requise au moment des faits.

Tunisie : Une [petite fille de quatre ans qui avait atteint l'Italie sans ses parents](#) sur un bateau en provenance de Tunisie a été rapatriée, un juge de

Sicile ayant décidé qu'elle devait être renvoyée à la compétence des autorités tunisiennes.

Libye : L'organe chargé de lutter contre l'immigration clandestine en Libye a organisé fin novembre des [convois routiers vers les frontières est et sud pour renvoyer](#) plus de 200 étrangers (Egyptiens, Soudanais, Tchadiens). Ces rapatriements étaient jusque-là gérés par les agences de l'ONU.

RDC : préoccupé par une recrudescence des attaques contre les civils, le HCR réitère son [appel en faveur d'une interdiction des renvois forcés vers les provinces orientales](#) du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri en RDC, y compris pour les requérants d'asile dont la demande a été rejetée. La situation en RDC est considérée comme l'une des plus importantes crises humanitaires au monde. (*voir plus bas*).

03 Dans les pays de « destination »

Accueil – séjour - asile

France: à Grande-Synthe dans le nord du pays, [700 personnes vivent dans un camp sans accès à l'eau potable et dans des conditions d'hygiène désastreuses](#). Médecins du monde alerte sur une crise humanitaire et des pathologies « liées aux conditions de vie ». Les autorités refusent de donner un accès à l'eau dans le camp.

Melilla : suite à une mission à Melilla, la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, a signalé qu'il n'y avait « [pas d'accès effectif et véritable à l'asile](#) » dans l'enclave espagnole. Selon le HCR, aucune personne d'origine subsaharienne n'a réussi à demander l'asile dans les bureaux des villes autonomes depuis 2015.

France: [nouveau projet de loi sur l'immigration](#) présenté par le gouvernement, qui met l'accent notamment sur: la hausse du nombre d'expulsions (Le gouvernement veut inscrire les immigrés menacés d'expulsion au fichier des personnes recherchées notamment), une réforme du droit d'asile (généralisation du juge unique à la Cour nationale du droit d'asile au lieu d'une décision collégiale), l'accès au travail pour les demandeurs d'asile, ou encore la création d'un [titre de séjour "métier en tension"](#). A propos de cette dernière proposition, très médiatisée, les ministres n'ont, pour l'heure, pas mentionné les métiers concernés, mais de nombreux secteurs sont en recherche de main-d'œuvre et font déjà largement appel à des travailleurs étrangers, comme le BTP, la restauration, l'hôtellerie et l'agriculture. La [situation des livreurs type Deliveroo et Uber Eat](#) est aussi pointée. Face à ce projet de loi, les [organisations de la société civile accusent le gouvernement de stigmatisation](#) et de « raccourcis assimilant immigration et délinquance ».

Espagne: après plus d'une année de blocage, la communauté autonome de Madrid [permettra aux personnes étrangères en situation administrative irrégulière qui sont enceintes ou qui souffrent de maladies transmissibles](#) présentant un risque pour la santé publique, de se rendre chez le médecin sans entrave administrative et gratuitement.

Suède : longtemps défenseur du droit des réfugiés dans le monde, le [pays ferme progressivement ses portes aux étrangers](#). Parmi les mesures prises par le nouveau gouvernement, qui consacre un tiers de son programme à la lutte contre l'immigration, on note la réduction des places pour la réinstallation de pays tiers.



[Rapport de la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme](#) concernant la **vulnérabilité des défenseurs des droits de l'homme qui soutiennent les migrants**, notamment lorsqu'ils sont eux-mêmes migrants. Elle recommande aux États de fournir un environnement sûr, accessible et favorable aux individus et aux organisations qui promeuvent et protègent les droits de tous les migrants.



[Rapport de l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives](#) sur la consommation de drogues des mineurs non-accompagnés (majoritairement marocains et algériens) en France, qui souligne le lien étroit entre consommation et emprise par des réseaux d'exploitation.

Intégration

Portugal : [démantèlement d'un réseau d'exploitation](#) dans le secteur agricole, qui confisquait les documents d'identité des travailleurs. Ceux-ci « travaillaient dans des conditions inhumaines avec un salaire très bas et vivaient entassés dans des habitations vétustes » selon les sources de police.

Espagne : dans le sud du pays, les migrants qui cherchent du travail dans les oliveraies sont [contraints de passer la nuit dans la rue](#) au motif d'avoir dépassé le nombre de 4 nuits dans ces hébergements (selon la loi en vigueur). Cette situation est notamment liée au retard d'ouverture des centres d'accueil qui assurent habituellement l'hébergement des personnes pendant la saison de récolte des olives.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Actualités sociales, politiques, économiques

Afrique de l'Ouest

Mali : les tensions entre Bamako et plusieurs pays européens et de la région s'accroissent. Après le Royaume-Uni et [la Côte d'Ivoire](#), [l'Allemagne](#) a annoncé le retrait de ses soldats de la MINUSMA d'ici mai 2024. Aussi, en réaction à la [suspension de l'Aide Publique au Développement \(APD\)](#) accordée au Mali par la France, le gouvernement malien a annoncé [l'interdiction «avec effet immédiat \[de\] toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui matériel ou technique de la France, y compris dans le domaine humanitaire](#) ». Pour sa part, [l'ONU accuse militaires maliens et groupes djihadistes](#) de nouvelles violations des droits humains, dont des massacres et exactions contre des civils, entre juillet et septembre.

Dans le nord du pays, dans la région de Gao, Ménaka et Ansongo, la poussée de l'Etat Islamique (EI) [pousse les populations à se déplacer en masse vers les villes](#), où leur arrivée cause des tensions, ou vers les camps, y compris de l'autre côté de la frontière avec le Niger.

Guinée: [Ouverture d'un dialogue avec les autorités sur les conditions d'un retour des civils au pouvoir](#). Cet espace de discussion, promu par la junte, porte sur l'organisation des élections, l'élaboration d'une nouvelle Constitution, ou encore sur le recensement préalable de la population. Les principaux partis ont appelé au boycott. Elles avaient conditionné leur participation à dix préalables, dont la libération de tous ceux qui ont été emprisonnés dans un contexte politique, l'arrêt immédiat des poursuites engagées sous la junte contre leurs dirigeants, la faculté pour leurs leaders en exil de rentrer ou encore la levée de l'interdiction de manifester.

Burkina Faso: l'ONG Save the Children alerte sur le fait que 5709 écoles sont encore fermées à cause des attaques djihadistes, [privant un million d'élèves d'accès à l'éducation](#).

Afrique centrale

Guinée équatoriale : [6ème mandat pour Teodoro Obiang Nguema Mbasogo](#), président sortant octogénaire au pouvoir depuis 43 ans.

Cameroun : l'opposition au Président Paul Biya et des experts de l'ONU dénoncent des « [détentions arbitraires](#) » [de nombreux cadres et militants](#) du MRC (principal parti de l'opposition). En 2019 et 2020, près de 700 cadres et militants avaient été arrêtés avant, pendant et après des manifestations. Les experts mandatés par l'ONU ont notamment qualifié d'«arbitraires » leurs longues détentions préventives sans motifs notifiés et d'«illégales», au regard du droit international, leurs condamnations par un tribunal militaire alors qu'ils sont tous civils.

RDC : dans l'Est du pays, [l'avancée des rebelles du M23](#) provoque la panique, plusieurs affrontements avec l'armée à faible distance de la capitale du Nord-Kivu, Goma. Depuis le 20 octobre, 188.000 personnes ont été nouvellement déplacées par les combats entre le groupe rebelle M23 et l'armée congolaise. Fin novembre, un [cessez-le-feu](#) a été signé entre Kigali et Kinshasa (pour rappel : la RDC accuse le Rwanda de soutenir le M23).

Afrique de l'Est

Ethiopie : ouverture d'un [couloir humanitaire dans le Tigré](#), avec l'acceptation des groupes rebelles et de l'armée fédérale, s'inscrivant dans la mise en œuvre de l'accord de paix signé le 2 novembre dernier entre les deux parties.

Soudan : manifestations à Khartoum devant le siège des Nations Unies pour [protester contre les ingérences internationales](#) visant à relancer la transition démocratique dans leur pays. Les islamistes appellent régulièrement au départ de l'ONU de leur pays, alors que l'organisation internationale fait office de médiateur entre le pouvoir militaire et les civils.

Somalie: après l'attentat de fin octobre tuant 121 personnes et en blessant 333 autres, [nouvelle](#)

[attaque par les Chabab](#) d'un hôtel du centre de Mogadiscio,

Malawi: premier pays à faible revenu à recevoir un financement du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre d'un [nouvel outil destiné à aider les pays à faire face aux chocs mondiaux des prix alimentaires](#). Le FMI a introduit le guichet « chocs alimentaires » en septembre pour les pays qui ont des besoins

urgents en matière de balance des paiements en raison de l'insécurité alimentaire, d'une forte augmentation de leur facture d'importations alimentaires ou d'un choc sur leurs exportations de céréales. Cette facilité est disponible pendant un an. L'Ukraine a également reçu un financement dans le cadre de ce programme.

Migrations environnementales

Inondations: selon une [étude menée par le World Weather Attribution](#), le changement climatique a multiplié par 80 la probabilité des pluies intenses à l'origine d'inondations historiques dans de nombreux pays d'Afrique de l'ouest, notamment le Nigeria, le Niger, et le Tchad.

COP27: [déceptions suite aux conclusions de la COP 27](#), première COP organisée sur le sol africain. La demande formulée depuis plusieurs années de reconnaître à l'Afrique « des circonstances et des besoins particuliers » pour affronter la crise climatique n'a pas été inscrite à l'ordre du jour des discussions. Le texte final de l'accord ne reprend pas l'objectif acté en 2021 d'un doublement des financements consacrés à l'adaptation au changement climatique d'ici à 2025, par rapport à ceux de 2019. L'Afrique, avec moins de 3 % des émissions de CO2 cumulées depuis le début de la période industrielle, a contribué de manière insignifiante au réchauffement.

Sources média : Cadena SER (Espagne), El País, France TV, InfoMigrants, Le Monde (France), RFI, Yabiladi (Maroc) - Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions: Commission Européenne, Emmaüs, GISTI, HCR, Ministère de l'Intérieur (France), Nations Unies, Observatoire Français des Drogues et des Conduites Addictives, PICUM, World Weather Attribution.

05 L'actualité du RAEMH ce mois-ci

2 nouveaux PODCASTS publiés, donnant la parole à nos collègues du [Maroc](#) et de la [Guinée Conakry](#). Ces podcasts font suite à ceux déjà diffusés dans lesquels vous pouvez écouter nos amis de la Caritas Côte d'Ivoire, de la CADEV et de la Caritas Mauritanie.

Retrouvez tous nos épisodes [ici](#).

Le 14 décembre prochain, le RAEMH, en collaboration avec Caritas Internationalis et le réseau latino-américain organise un WEBINAIRE sur le thème suivant : « *Construire l'avenir aujourd'hui, avec les organisations communautaires de migrants et réfugiés* ».

Retrouvez toute l'information sur ce webinaire [ici](#) et rejoignez-nous en vous inscrivant [ici](#).